



Les rapports d'activité 2000 du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés de textiles issus des pays dans lesquels la BOA est présente. Ceci en hommage à une tradition artistique remarquable, faisant appel à des savoir-faire multiples appliqués au coton, à la soie, au raphia ou à la laine selon les ressources naturelles régionales. Aujourd'hui, dans le monde entier, des musées conservent précieusement et exposent des pièces dont l'esthétique est largement reconnue.

Agriculture, industrie, artisanat, confection... La filière textile compte parmi les nombreuses composantes de la vie économique de l'Afrique de l'Ouest et de Madagascar. La BOA contribue, bien sûr, au financement des différentes composantes de cette filière dans toutes ses zones d'implantation et participe aussi, à la fois, à la préservation des cultures et des valeurs locales et au développement économique des pays concernés.

Remerciements à la Galerie de Textiles, et à Mesdames Vormèse et Andriamanerasoa, pour le prêt des pièces de leur collection.

Le mot du Directeur Général



L'année 2000 a constitué, pour la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR), son premier exercice plein après le rachat en novembre 1999 du fonds de commerce de la Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra.

Au cours de cet exercice, trois objectifs prioritaires ont été poursuivis :

- effectuer une large réorganisation interne des procédures et des structures pour faire face, notamment, à la forte réduction des effectifs intervenue préalablement à la privatisation ;
- engager les études et les investissements nécessaires à une importante mutation informatique qui prendra effet au début du second trimestre 2001 ;
- lancer une vigoureuse action commerciale pour asseoir la position de la Banque vis-à-vis tant de la clientèle existante que de nouveaux clients.

L'impact de ces actions sur les comptes de l'exercice 2000 a été triple :

- un accroissement important - 39,1 % - des immobilisations nettes, principalement lié aux investissements informatiques ;
- une progression significative - 18,5 % - du bilan, qui a franchi en octobre le cap des 1 000 milliards de Francs Malgaches, sous la double impulsion de l'augmentation des dépôts collectés - 20,3 % - et des concours à la clientèle - 23,4 % - ;
- un résultat net - 18,7 % des fonds propres avant répartition des bénéfices - qui peut être considéré comme honorable si l'on tient compte des charges exceptionnelles supportées par ce premier exercice.

Au cours de l'année écoulée, du fait des contraintes liées à la réorganisation de notre Établissement, l'action commerciale a privilégié deux segments de clientèle : la grande clientèle et la micro-finance.

La création de nouveaux produits adaptés à chaque créneau de public, la réorganisation et la redynamisation du vaste réseau d'agences et l'important accroissement de la capacité de traitement des opérations lié au nouveau système d'information permettront désormais à la BOA-MADAGASCAR de retrouver sa vocation « tous publics » de façon à servir efficacement tous les secteurs de l'économie.

Bernard HAIZET

Directeur Général

Faits marquants

Au cours de l'année 2000

Janvier

Mise en sommeil temporaire de quelques agences et redéploiement du personnel dans l'ensemble du réseau pour compenser les effets de la réduction des effectifs préalable à la privatisation.

Avril

Lancement du nouveau produit de collecte, le Certificat de Dépôt Négociable (CDN).

Juin

Signature par la BOA-MADAGASCAR de la Convention cadre du FIEFE - Fonds d'Intervention aux Entreprises Favorables à l'Environnement, qui est un fonds de refinancement et de garantie des programmes d'investissement des entreprises éligibles - du programme Landscape Development Intervention (LDI) de l'USAID.

Septembre

Lancement d'un nouveau type de crédits aux particuliers, les Prêts « VAHA OLANA » (PVO).

Dépôt au Greffe du Tribunal du Travail d'Antananarivo de la Convention d'Entreprise de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR.

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA des Administrateurs du Groupe BOA, à La Haye et à Paris.

Octobre

Équipement des premières agences en informatique de guichet.

Franchissement de la barre des 1 000 milliards de Francs Malgaches (FMG) de total de bilan.

Novembre

Signature du Protocole d'Accord entre la BOA-MADAGASCAR et le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU) - facilitant l'accès des Institutions de Microfinance au refinancement de la Banque.

Achèvement des négociations avec l'État pour la fixation de la valeur définitive des actifs de l'ex-BTM rachetés par la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR.

Chiffres clés

Au 31/12/2000

Activité	
Dépôts*	935 738,0
Créances*	347 517,2

Résultat	
Produit Net Bancaire*	87 423,6
Charges de fonctionnement*	60 637,4
Résultat Brut d'Exploitation*	14 742,6
Résultat Net*	9 971,5
Coefficient d'exploitation (%)	81,36

Structure	
Total Bilan*	1 107 134,3
Fonds Propres après répartition*	48 466,6
Fonds Propres après répartition/Total Bilan (%)	4,38
Effectif au 31/12/2000	936

(*) en millions de FMG

1 Franc Français (FRF) = 927,96 Francs Malgaches (FMG)

Composition du Conseil d'Administration

Au 30 avril 2001, le Conseil d'Administration de la BOA-MADAGASCAR est composé de :

- M. Paul DERREUMAUX, Président
- Société Financière Néerlandaise pour le Développement (F.M.O.) représentée par M. Ben ZWINKELS, Administrateur
- État malgache, représenté par M. Nicolas DELMOTTE, Administrateur
- M. François TANKPINOU, Administrateur
- M. Badurali JETHA (Société Financière Internationale- SFI), Administrateur
- M. Francis SUEUR, Administrateur
- M. Paulin COSSI, Administrateur

Comité des sages

Mis en place par l'Assemblée Générale du 9 juin 2000, conformément aux statuts, ce Comité exerce, à côté du Conseil d'Administration, une mission de conseil pour les questions relevant de la politique générale de la Banque. Les trois membres actuels sont :

MM. Anyl BARDAY

Marcel RAMANANDRAIBE

Alain RASOLOFONDRAIBE

Répartition du capital

AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	34,6%
Actionnaires privés malgache	26,3%
Etat Malgache	15,0%
Société Financière Internationale (SFI)	14,0%
Société Financière Néerlandaise pour le Développement (FMO)	10,0%
Autres actionnaires	0,1%

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 2001 pour l'exercice social 2000.

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil d'Administration de votre Banque vous réunit aujourd'hui, en Assemblée Générale Ordinaire, pour soumettre à votre approbation le bilan et les comptes de l'exercice 2000 de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR).

Le rapport qui vous est soumis comporte deux parties :

- un court aperçu du cadre économique et financier de l'exercice 2000,
- un examen des activités de l'exercice 2000 à la lumière du bilan et du compte de résultat.

- Le cadre économique et financier de l'exercice 2000
- Examen du bilan et des comptes de l'exercice 2000

Le cadre économique et financier de l'exercice 2000

L'environnement international de l'année 2000 appelle trois principaux constats.

Une croissance économique mondiale soutenue

Au plan économique - après une reprise assez timide et contrastée en 1999 - l'année 2000 a vu se confirmer une croissance mondiale vigoureuse.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial à prix constants a en effet progressé de 4,2% sur l'année sous revue.

Cette moyenne recouvre néanmoins des tendances variées : ralentissement de la croissance en Amérique du Nord - +2,5% contre +3,7% en 1999 - ; légère amélioration en Europe - +3% contre +2,5% - ; reprise sensible en URSS - +2,5% -, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient - +3,5% - : forte progression en Afrique Subsaharienne - +4% -, et surtout en Asie du Sud Est - +6,2% - ; seul le Japon demeure en faible progression : +1%.

Il faut également noter que cette situation, généralement assez favorable sur l'ensemble de l'année, cache une évolution dans le temps plus préoccupante du fait de la forte décélération, au cours des derniers mois, de la croissance américaine.

Les risques d'entraînement sur les autres zones géographiques, notamment en Europe et

en Asie, sont loin d'être négligeables en dépit des récentes baisses de taux décidées par la Réserve fédérale américaine.

Ce ralentissement de la croissance américaine a directement influencé le cours des matières premières : tendance générale à la stabilisation à l'exception des prix du pétrole qui, au cours du quatrième trimestre 2000, ont sensiblement corrigé à la baisse leur envolée des trois premiers trimestres.

Au plan financier, l'année 2000 a été maussade. Les performances boursières ont été généralement négatives sous l'effet, notamment, de la forte chute des cours des valeurs de haute technologie.

Au plan monétaire, une longue glissade de la valeur de l'euro par rapport au dollar et au yen a été constatée. Un point bas a été atteint en octobre suivi d'une certaine correction de courte durée au quatrième trimestre. Cette évolution n'a pas été sans effet sur les exportations de certains pays, dont Madagascar, commercialement orientés vers la zone euro.

PIB Madagascar +5%

En ce qui concerne le contexte national malgache, celui-ci a présenté plusieurs caractéristiques essentielles durant l'année sous revue.

Au plan économique, en dépit d'une progression du taux de croissance du PIB - +5% contre +4,4% en 1999 -, l'année 2000 n'a pas totalement rempli les attentes, basées sur des prévisions de croissance de 5,3%. Les raisons en sont multiples :

- la vigueur du Franc Malgache (FMG) contre toutes devises - et notamment l'euro - qui a pénalisé les exportateurs malgaches directement en concurrence avec les fournisseurs d'autres pays. Cela a été tout particulièrement, mais non exclusivement, le cas des sociétés franches opérant dans le secteur textile ;
- les fléaux naturels - trois cyclones en février, mars et avril - qui ont eu le triple effet de réduire les volumes exportables de certains produits, de désorganiser temporairement les circuits de production - récoltes prématurées ; traitement - et de renforcer la vigueur du FMG par le biais de la mise en place d'aides internationales en devises ;
- l'augmentation du prix international du pétrole qui - conjuguée à la libéralisation du prix des produits finis pétroliers en liaison avec la privatisation de la filière malgache du pétrole - a pesé sur le prix de l'énergie et des transports ;
- la sécheresse qui a substantiellement affecté la production rizicole avec comme double conséquence la hausse des prix et l'augmentation des importations.

Par secteur, le taux de croissance a été inégalement réparti en 2000 : +3,8% pour le secteur primaire, +5,5% pour le secteur secondaire, +6,1% pour le secteur tertiaire.

D'une façon générale, la croissance économique a été principalement tirée au cours de l'année 2000 par la progression des investissements - 16,2% contre 12,9% en 1999 - du fait de la conjonction de la progression de l'investissement public d'infrastructure et d'un regain de l'investissement privé local et étranger.

Au plan financier, le renforcement des structures financières des entreprises s'est poursuivi grâce à l'amélioration de leurs capacités bénéficiaires. L'appréciation en est néanmoins rendue souvent difficile du fait de la relative opacité des comptes qui persiste en dépit des incitations réglementaires.

Taux d'inflation + 11,8%

Au plan monétaire, la situation a été contrastée dans la mesure où l'accentuation des pressions inflationnistes n'a pas atténué la vigueur mentionnée ci-avant du FMG.

Le taux d'inflation, officiellement constaté, est passé de 9,7% en 1999 à 11,8% en 2000. Ceci est la résultante :

- de l'augmentation des prix des produits et services de première nécessité - énergie, transports, produits alimentaires - ,
- d'une forte hausse des dépenses publiques - 18,1% du PIB contre 16,2% en 1999 - entraînée par les allocations accrues aux secteurs sociaux, les reconstructions consécutives aux dégâts cycloniques et les dépenses de santé liées aux épidémies.

Ces dépenses accrues n'ont été que partiellement compensées par l'amélioration des rentrées fiscales - 12,2% du PIB -, elle-même liée à l'introduction de nouvelles mesures : impôt synthétique, taxe statistique à l'importation, alignement/augmentation de certains droits de douane.

La vigueur du FMG tout au long de la période

La vigueur du FMG - néanmoins en fléchissement au cours des derniers mois de l'année - a été alimentée, en dépit d'une hausse plus rapide des importations que des exportations, - respectivement +22,0% et +8,5% sur les 12 mois sous revue - par :

- la baisse de l'Euro,
- le déblocage du deuxième Crédit d'Ajustement Structurel (CAS II) et, d'une façon générale, l'accroissement des crédits/subventions d'aide,
- l'afflux de capitaux privés étrangers, liés notamment aux investissements réalisés dans le cadre des privatisations et plus particulièrement du secteur pétrolier,
- le différé de l'achat, sur le marché interbancaire (MID), des devises destinées aux importations de pétrole,
- la perspective de l'effacement d'un montant substantiel de la dette extérieure.

En dépit de l'accentuation des pressions inflationnistes et afin de réduire le coût du crédit privé et des emprunts du Trésor, la Banque Centrale a décidé, en octobre 2000, d'abaisser les taux de référence - de 15% à 12% en ce qui concerne le taux directeur ; de 17,5% à 14,5% en ce qui concerne le taux des pensions -.

Parallèlement, les taux des réserves obligatoires ont été abaissés : de 25 à 24% sur les dépôts à vue ; de 5 à 3% pour les ressources à terme.

Au plan structurel, un important programme de réformes a été initié :

- modernisation du cadre légal de certains secteurs porteurs : mines, pêche, tourisme,
- refonte du droit des affaires et simplification des procédures de création d'entreprises,
- statut des fonctionnaires : système de rémunération ; code d'éthique et de discipline,
- mise en place du cadre légal des provinces autonomes ; élection des conseillers provinciaux,
- renforcement du système judiciaire.

Madagascar a été qualifiée, en fin d'année 2000, pour bénéficier de l'African Growth and Opportunity Act (Africa Bill). Cette qualification ouvre des perspectives très intéressantes pour les exportateurs malgaches du secteur textile.

Au plan réglementaire enfin, dans le domaine bancaire, la principale mesure à signaler est le renforcement du ratio prudentiel de division des risques ramené à 35% au 1er janvier 2000 et à 30% au 1er janvier 2001.

Examen du bilan et des comptes de l'exercice 2000

BOA-MADAGASCAR, Des objectifs largement atteints

Dans notre rapport afférent à l'exercice 1999, les priorités retenues pour l'exercice 2000 étaient :

- de démarrer les investissements nécessaires à la mise en place d'un nouveau système d'information susceptible d'accroître notre capacité de traitement, d'améliorer la productivité de notre personnel et la qualité de nos services à la clientèle et de renforcer nos outils de gestion ;
- de procéder à une refonte de l'organisation de notre réseau d'agences ;
- de revoir en profondeur l'ensemble de nos procédures internes, en harmonie avec celles déjà en vigueur dans les autres entités du Groupe BANK OF AFRICA ;

- de consolider les acquis commerciaux hérités dans les secteurs des particuliers et des Petites et Moyennes Entreprises (PME) ;
- de développer substantiellement nos relations avec la grande clientèle d'entreprises et d'institutionnels.

Ces objectifs ont été largement atteints et leur réalisation se reflète sur les comptes de l'exercice.

Total bilan 2000 +18,5%

Le total du bilan progresse en effet de 18,5% par rapport au 31/12/1999 pour s'établir à 1 107,1 milliards de Francs Malgaches (FMG) et le résultat après impôt de ce premier exercice plein de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR atteint 10,0 milliards de FMG.

Ressources clientèle +20,3% En un an, les ressources de clientèle ont augmenté de 20,3%, s'élevant de 777,6 milliards de FMG au 31 décembre 1999 à 935,7 milliards de FMG à fin 2000.

Cette avancée concerne tant les ressources à vue - +11,7% en un an - que les ressources à terme - +64,1% - qui augmentent sous l'effet conjugué de l'accroissement des dépôts à terme, des bons de caisse et du lancement en cours d'année des Certificats de Dépôt Négociables (CDN).

Au 31 décembre 2000, les dépôts de la clientèle se répartissent à concurrence respectivement de 77,5% et de 22,5% entre dépôts à vue et ressources à terme.

Du fait de l'apurement de tout petits comptes, le nombre des comptes clientèle a diminué de 19% sur l'exercice par rapport à décembre 1999. 84% de ces comptes sont des comptes de chèques.

Le lancement des CDN en avril 2000 et le fort développement des bons de caisse (BDC) et des dépôts à terme (DAT) au niveau des particuliers ont contribué largement au renforcement de notre part de marché sur l'ensemble des ressources collectées par le système bancaire.

Engagements globaux +19,4%

Les emplois de clientèle - engagements directs et par signature - connaissent dans leur ensemble une progression de 19,4% sur l'année s'élevant de 376,6 milliards de FMG en décembre 1999 à 449,6 milliards de FMG à fin décembre 2000.

Dans cet ensemble, les prêts à court terme, ont augmenté en un an de 20,8% passant de 246,1 milliards de FMG à fin 1999 à 297,3 milliards de FMG en décembre 2000.

Les évolutions les plus remarquables concernent les financements de campagne, suite à la forte hausse des cours, notamment ceux de la vanille et du girofle.

Les prêts à moyen terme ont connu une poussée remarquable de 58,4% sur l'année sous revue et atteignent un encours de 9,7 milliards de FMG à fin 2000 sous l'effet du redémarrage des crédits d'équipement consentis à la clientèle, notamment les prêts personnels VAHA-OLANA (PVO), lancés vers mi-octobre 2000. Le succès enregistré par ce nouveau produit devrait amplifier le phénomène en 2001.

Les crédits à long terme ont accusé pour leur part une hausse de 18,1% allant de 27,4 milliards de FMG à fin décembre 1999 à 32,3 milliards de FMG à fin décembre 2000.

Pour les engagements par signature, les encours de la Banque en faveur de la clientèle ont augmenté de 7,3% pendant l'année écoulée pour atteindre 102,0 milliards de FMG à la fin de l'exercice 2000, en dépit du ralentissement en fin d'année des grosses opérations d'importation.

Par rapport à fin 1999, les valeurs immobilisées nettes ont augmenté de 39,1% en passant de 35,3 milliards de FMG à 49,1 milliards de FMG au 31 décembre 2000 : elles se répartissent entre valeurs incorporelles pour 7,1 milliards de FMG, et immobilisations corporelles pour 42,0 milliards de FMG.

Un très important effort d'investissement

La variation des immobilisations corporelles nettes, +52% en un an, reflète l'important effort d'investissement réalisé au cours de l'exercice au titre notamment du nouveau système d'information.

Les faits saillants du bilan au 31 décembre 2000 sont donc constitués par :

- l'évolution des capitaux permanents du fait de la progression des fonds propres,
- la progression des immobilisations résultant d'investissements importants,
- le développement significatif des opérations avec la clientèle tant au niveau des ressources - 20,3% - qu'à celui des emplois - 19,4% -, résultat d'une forte reprise de l'action commerciale,
- le maintien d'une situation financière très liquide, les créances sur la clientèle ne représentant que 37,1% des dettes à la clientèle. Le solde est essentiellement constitué par des créances sur le Trésor - BTA et BTS -, la Banque Centrale - réserves obligatoires -, et par des dépôts chez divers correspondants.

Ces différentes données ont permis d'obtenir une évolution satisfaisante du compte de résultat.

Produits d'exploitation 121,8 Mds de FMG

Pour l'année 2000, les produits d'exploitation se sont élevés globalement à 121,8 milliards de FMG.

Leur analyse fait ressortir l'importance relative des revenus de trésorerie.

Cette situation découle directement de la structure des actifs, dans laquelle les

disponibilités de trésorerie rémunérées constituent 28,8% de la masse du bilan.

A fin décembre 2000, les produits de clientèle se chiffrent à 83,7 milliards de FMG, soit 68,7% de l'ensemble des produits d'exploitation, contre 67,8% en 1999.

Ils sont constitués par :

- les intérêts perçus sur les crédits distribués qui atteignent 51,0 milliards de FMG, soit 60,9% des produits de clientèle ;
- les commissions globales d'un montant de 32,7 milliards de FMG pour l'année 2000.

Charges d'exploitation 94,9 Mds de FMG

Pour leur part, les charges d'exploitation de la Banque se sont élevées à fin décembre 2000 à 94,9 milliards de FMG se répartissant principalement entre charges bancaires et charges de fonctionnement.

Le poids relatif des charges bancaires dans l'ensemble des charges d'exploitation de la Banque représente 23,5% pour l'année écoulée. Ces charges sont issues principalement des intérêts servis à la clientèle pour 20,6 milliards de FMG.

En ce qui concerne les charges de fonctionnement, d'une manière générale, les réalisations de l'année 2000, qui s'élèvent à 60,6 milliards de FMG, ont subi l'impact de l'augmentation générale des prix résultant de la conjoncture inflationniste, des dépenses liées à la privatisation, et des charges non récurrentes liées au développement du nouveau progiciel informatique IGOR.

Bénéfice net final 10,0 Mds de FMG

En résumé, le compte de résultat fait ressortir les tendances suivantes :

- un Produit Net Bancaire (PNB) de 87,4 milliards de FMG reposant à hauteur de 59,7% sur les intérêts nets encaissés et à hauteur de 35,7% seulement sur les commissions ;
- un coefficient d'exploitation particulièrement élevé - 81,3% - du fait de l'effet conjugué :
 - de frais de structure importants inhérents à la taille et à la dispersion géographique du réseau d'agences,
 - de charges non récurrentes liées à la restructuration organisationnelle et informatique,
 - d'amortissements élevés afférents aux frais d'établissement, aux immobilisations anciennes et aux nouveaux investissements, - d'un Produit Net Bancaire n'ayant pas encore atteint un étiage satisfaisant dans le cadre d'une politique prudente de développement des engagements sur la clientèle ;
- un résultat net néanmoins encourageant de 10,0 milliards de FMG - 22,7% des fonds propres - compte tenu des charges exceptionnelles ayant pesé sur ce premier exercice.

Nous tenons à remercier l'ensemble du personnel pour le travail accompli durant l'exercice 2000 et l'encourageons à accentuer ses efforts pour permettre à notre

Établissement d'atteindre les objectifs fixés.

Le Plan Triennal de Développement 2001-2003, déploiement du nouveau système d'information, de nouveaux produits **et redéploiement** du réseau d'agences, de la stratégie commerciale, des effectifs

Dans le cadre de notre Plan Triennal de Développement (PTD) établi pour la période 2001-2003, les deux maîtres mots de l'exercice 2001 vont être déploiement et redéploiement :

- **déploiement** sur l'ensemble du réseau de notre nouveau système d'information de façon à atteindre les objectifs poursuivis en matière de capacité de traitement, productivité et qualité des services ;
- **déploiement** de nouveaux produits - de collecte et de crédit - adaptés à chaque segment de clientèle ;
- **redéploiement** de notre réseau d'agences en démarrant la remise progressive en activité des guichets provisoirement mis en sommeil ;
- **redéploiement** de notre stratégie commerciale en retrouvant notre vocation « tous publics ». Un accent particulier sera mis sur la clientèle de particuliers tout en poursuivant l'action engagée vis-à-vis de la grande clientèle et de la micro-finance ;
- **redéploiement** de nos effectifs en renforçant nos équipes commerciales grâce aux gains de productivité dégagés par la mise en place de notre nouveau système d'information.

Cet exercice sera marqué par la poursuite de l'important programme d'investissements engagé en l'an 2000 dans les domaines de l'informatique, de la bureautique/monétique, des aménagements immobiliers et de la formation : celui-ci pèsera particulièrement lourd sur notre résultat annuel, mais est indispensable pour « remettre à niveau » la Banque et la mettre en mesure d'atteindre les objectifs ambitieux du PTD 2001-2003.

En parallèle, les efforts déjà engagés en direction de l'amélioration des conditions de travail et de rémunération du personnel seront poursuivis.

Nous espérons que cet ensemble cohérent d'actions consolidera et amplifiera la croissance retrouvée en 2000 et, grâce à l'accent délibérément porté sur la qualité du service offert à la clientèle, apportera à celle-ci toute la satisfaction qu'elle attend de notre Banque.

Rapport des commissaires aux comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2000

- Rapport général des commissaires aux comptes
- Rapport spécial des commissaires aux comptes

Rapport général des commissaires aux comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2000, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes ont été arrêtés par la Direction en conformité avec les dispositions du plan comptable bancaire établi par la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF). Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit internationales.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les méthodes d'évaluation retenues pour l'arrêt des comptes et apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Le Bilan au 31 décembre 2000 présente un total de 107 134 336 408 FMG contre 933 631 487 667 FMG au 31 décembre 1999. Le résultat de l'exercice sous revue ressort bénéficiaire de 9 971 471 837 FMG contre 3 295 034 666 FMG au 31 décembre 1999 après déduction d'une provision pour l'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés de 2 289 273 875 FMG.

A notre avis, nous certifions que les comptes sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BOA-MADAGASCAR au 31 décembre 2000.

Antananarivo, le 10 avril 2001

Les Commissaires aux Comptes

Liliane RASERIJAONA

CABINET RAMAHOLIMIHASO & ASSOCIES

Bruno DAUPHINE

CABINET D'AUDIT FIVOARANA

Rapport spécial des commissaires aux comptes

En application de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, nous portons à votre connaissance la convention conclue au cours de l'exercice 1999 mais dont l'exécution se poursuit sur l'exercice 2000.

Conformément aux décisions du Conseil d'Administration du 24 novembre 1999, la BOA-MADAGASCAR a conclu avec la Société AFH Services un contrat d'assistance technique signé le 26 janvier 2000 avec effet rétroactif à compter du 25 novembre 1999.

L'assistance technique comporte les éléments suivants :

- Assistance en matière de relations internationales.
- Inspection générale.
- Assistance en matière d'organisation informatique.
- Assistance commerciale et promotionnelle.
- Assistance technique spéciale.
- Formation et gestion de personnel.
- Direction générale de la BOA-MADAGASCAR.
- Mise à disposition de personnel d'encadrement permanent.

Les rémunérations des prestations fournies sont définies comme suit :

- Une rémunération forfaitaire mensuelle basée notamment sur le nombre d'experts détachés d'une façon permanente par AFH Services auprès de la BOA-MADAGASCAR.
- Des honoraires, par homme/jour, calculés en fonction des interventions ponctuelles d'experts détachés temporairement par AFH Services.

Par ailleurs, la BOA-MADAGASCAR versera en sus une rémunération professionnelle de 4% de son bénéfice avant impôt augmenté des provisions pour risques généraux, dans la limite d'un montant maximal annuel de FRF 800 000,00 hors taxe.

Au cours de l'exercice 2000, les rémunérations enregistrées par la BOA-MADAGASCAR à AFH Services aux différents titres de l'assistance technique se sont élevées à 4 003 368,20 FRF hors taxes et frais de transferts, soit l'équivalent de 3 784 134 666 FMG.

Antananarivo, le 10 avril 2001

Les Commissaires aux Comptes

Liliane RASERIJAONA

CABINET RAMAHOLIMIHASO & ASSOCIES

Bruno DAUPHINE

CABINET D'AUDIT FIVOARANA

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en FMG).

Actif

Actif	Exercice 1999	Exercice 2000
Caisse	58 458 986 160	61 518 286 260
Créances interbancaires	380 716 289 259	487 013 774 888
• A vue	202 552 389 945	280 935 477 677
· Banque centrale	144 994 670 050	157 737 065 006
· Trésor public, CCP	3 247 731 047	3 767 620 876
· Autres établissements de crédit	54 309 988 848	119 430 791 795
• A terme	178 163 899 314	206 078 294 211
Créances sur la clientèle	281 594 433 621	347 517 161 422
• Portefeuille d'effets commerciaux	32 816 751 788	31 456 505 447
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	32 816 751 788	31 456 505 447
• Autres concours à la clientèle	244 798 444 885	259 609 254 659
· Crédits de campagne	124 694 148 304	156 964 105 546
· Crédits ordinaires	100 104 296 581	102 645 149 113
• Comptes ordinaires débiteurs	23 934 236 948	56 451 401 316
• Affacturage		
Titres de placement		
Immobilisations financières		
Crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles	7 685 240 047	7 124 087 708
Immobilisations corporelles	27 644 515 273	42 006 762 227
Actionnaires et associés	6 200 000 000	
Autres actifs	68 972 800 023	61 847 620 181
Comptes d'ordre et divers	102 404 223 284	100 106 643 722
Total de l'actif	933 631 487 667	1 107 134 336 408

Hors Bilan	Exercice 1999	Exercice 2000
Engagements donnés	143 715 044 715	214 833 386 182

Passif

Passif	Exercice 1999	Exercice 2000
Dettes interbancaires	9 756 756 242	11 240 596 398
• A vue	2 708 819 334	5 352 352 912
· Trésor public, CCP	195 265 059	
· Autres établissements de crédit	2 513 554 275	5 352 352 912
• A terme	7 047 936 908	5 888 243 486
Dettes à l'égard de la clientèle	777 642 411 349	935 737 990 647
• Comptes d'épargne à vue	599 337 313 314	673 758 020 166
• Comptes d'épargne à terme	57 778 066 079	109 170 901 442
• Bons de caisse	70 683 362 523	101 678 326 195
• Autres dettes à vue	49 843 669 433	51 130 742 844

BANK OF AFRICA - MADAGASCAR

Rapport annuel - Exercice 2000

• Autres dettes à terme		
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	30 437 095 489	42 682 504 808
Comptes d'ordre et divers	67 565 460 678	62 012 033 726
Provisions pour risques et charges	4 614 729 243	1 874 704 326
Provisions réglementées		
Subventions d'investissements	320 000 000	320 000 000
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capital ou dotation	40 000 000 000	40 000 000 000
Primes liées au capital		
Réserves		494 255 200
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau (+/-)		2 800 779 466
Résultat de l'exercice	3 295 034 666	9 971 471 837
Total du passif	933 631 487 667	1 107 134 336 408

Hors bilan	Exercice 1999	Exercice 2000
Engagements reçus	5 146 400 000	5 146 400 000

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en FMG)

Charges

Charges	Exercice 1999	Exercice 2000
Intérêts et charges assimilées	2 869 801 002	20 773 397 037
• Sur dettes interbancaires	100 295 949	206 252 392
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	2 769 505 053	20 556 140 416
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		11 004 229
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	93 856 849	594 763 328
Charges sur opérations financières	3 244 857 862	12 357 151 466
• Charges sur titres de placement	8 074 712	263 510 478
• Charges sur opérations de change	3 236 783 150	12 093 640 988
• Charges sur opérations de hors bilan		
Charges diverses d'exploitation bancaire	38 696 356	619 047 494
Frais généraux d'exploitation	9 595 246 784	60 637 373 542
• Frais de personnel	4 618 079 613	28 424 521 416
• Autres frais généraux	4 977 167 171	32 212 852 126
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	1 333 308 048	13 004 376 217
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux		
Charges exceptionnelles	9 128 080	4 219 038 046
Pertes sur exercices antérieurs		
Impôts sur les bénéfices	733 271 175	2 289 273 875
Bénéfice	3 295 034 666	9 971 471 837
Total des charges	21 213 200 822	124 465 892 842

Produits

Produits	Exercice 1999	Exercice 2000
Intérêts et produits assimilés	11 668 699 832	72 932 956 248
• Sur créances interbancaires	3 243 979 678	21 966 467 562
• Sur créances sur la clientèle	8 424 720 154	50 966 488 686
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	511 704 167	3 478 118 463
Produits sur opérations financières	5 218 368 112	26 316 076 571
• Produits sur titres de placement	10 675 990	659 215 772
• Dividendes et produits assimilés		
• Produits sur opérations de change	5 157 492 280	24 598 463 073
• Produits sur opérations de hors bilan	50 199 842	1 058 397 726
Produits divers d'exploitation bancaire	3 295 575 913	17 059 046 469

Produits généraux d'exploitation	415 899 842	1 981 711 131
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations		960 837 842
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits exceptionnels	102 952 956	1 737 146 118
Profits sur exercices antérieurs		
Pertes		
Total des produits	21 213 200 822	124 465 892 842

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 1999	Exercice 2000
Intérêts et produits assimilés	11 668 699 832	72 932 956 248
• Sur créances interbancaires	3 243 979 678	21 966 467 562
• Sur créances sur la clientèle	8 424 720 154	50 966 488 686
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	(2 869 801 002)	(20 773 397 037)
• Sur dettes interbancaires	(100 295 949)	(206 252 392)
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	(2 769 505 053)	(20 556 140 416)
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		(11 004 229)
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	8 798 898 830	52 159 559 211
Produits de commissions	511 704 167	3 478 118 463
Charges de commissions	(93 856 849)	(594 763 328)
Résultat net des commissions	417 847 318	2 883 355 135
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	2 601 278	395 705 294
• Dividendes et opérations assimilées		
• Opérations de change	1 920 709 130	12 504 822 085
• Opérations de hors bilan	50 199 842	1 058 397 726
Résultat net sur opérations financières	1 973 510 250	13 958 925 105
Autres produits d'exploitation bancaire	3 295 575 913	17 059 046 469
Autres charges d'exploitation bancaire	(38 696 356)	(619 047 494)
Autres produits d'exploitation non bancaire	415 899 842	1 981 711 131
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	(9 595 246 784)	(60 637 373 542)
• Frais de personnel	(4 618 079 613)	(28 424 521 416)
• Autres frais généraux	(4 977 167 171)	(32 212 852 126)
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	(1 333 308 048)	(13 004 376 217)
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations		960 837 842
Résultat brut d'exploitation	3 934 480 965	14 742 637 640

Résultat net des corrections de valeur		
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG		
Résultat courant (avant impôt)	3 934 480 965	14 742 637 640
Résultat exceptionnel	93 824 876	(2 481 891 928)
Résultat sur exercices antérieurs		
Impôts sur les bénéfices	(733 271 175)	(2 289 273 875)
Résultat net de l'exercice	3 295 034 666	9 971 471 837

Résolutions

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2000 les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2000 se solde par un bénéfice de 9 971 471 837 FMG après une dotation aux amortissements de 10 491 275 427 FMG, une dotation aux comptes de provision de 1 552 262 948 FMG et après une provision de 2 289 273 875 FMG au titre de l'impôt sur les bénéfices.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu le Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2000.

Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice 2000 et du report à nouveau de l'exercice antérieur :

	(En FMG)
Résultat de l'exercice	9 971 471 837
Réserve légale	1 495 750 776
Report à nouveau antérieur	2 800 779 466
Dividendes (12 % du capital)	4 800 000 000
Réserves facultatives	4 800 000 000
Nouveau report à nouveau	1 676 530 527

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide la distribution de dividendes aux actionnaires. Le dividende brut revenant à l'action s'élève pour l'exercice

2000 à 12 000 FMG, l'Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) étant à la charge des bénéficiaires.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter du 1er juillet 2001 par estampillage du coupon n° 1 du certificat d'actions remis à chaque actionnaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, par application de l'article 9, alinéa 11 des statuts, ratifie la nomination de Monsieur Paulin Laurent COSSI comme Administrateur, faite par le Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Patrick MESTRALLET, démissionnaire.

En conséquence, Monsieur Paulin Laurent COSSI exercera ses fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice clos en 2002.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale approuve le montant des jetons de présence fixé à 60 millions de FMG, alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 2001.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publicité légale.

Annexes

Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – MADAGASCAR « BTM-BOA » sont établis selon les principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux instructions de la Banque Centrale de Madagascar et de la Commission de supervision bancaire et financière.

Crédit à clientèle

Tous les encours sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, les agios pour les créances saines étant débités en comptes ordinaires et rapportés au crédit des comptes de produits.

Conformément à la méthodologie d'évaluation des risques développée en liaison avec la Banque Centrale de Madagascar, les créances de la banque sont classées en créances saines et en créances douteuses.

Les créances sur la clientèle, dont le recouvrement est devenu incertain, font l'objet d'une provision par dotation au compte de résultat destinée à couvrir la perte potentielle qui en résultera.

Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés nets d'impôts au compte de résultats dans la rubrique « Revenus des titres de participations-dividendes ou Revenus des titres de participations-jetons de présence ». Les moins-values latentes font l'objet de provisions, tandis que les plus values ne sont pas comptabilisées.

Immobilisations

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode linéaire.

Engagements liés à la retraite

La BTM-BOA verse des indemnités de départ en retraite, des primes de fin de carrière, en fonction de l'ancienneté des salariés.

Des provisions sont ainsi constatées pour faire face à ces versements.

Soldes et opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées en appliquant les cours en vigueur à la date des transactions et les soldes des comptes en devises sont réévalués sur la base des cours de change officiels valables à la date de clôture.

Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les positions de change au comptant et les autres opérations à terme sont évalués mensuellement selon les cours de change au comptant de fin de période.

Observations sur le bilan

Opérations avec les établissements de crédit

Echéance	Au 31/12/1999*		Au 31/12/2000*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	202 552	2 709	280 935	5 352
De 1 mois à 3 mois	20 203		81 303	
De 3 mois à 6 mois	15 796		15 597	
De 6 mois à 2 ans	31 593		77 985	
De 2 ans à 5 ans	94 776		31 194	
Plus de 5 ans	15 796	7 048		5 888
Total	380 716	9 757	87 014	11 241

Opérations avec la clientèle

Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Echéance	Au 31/12/1999*		Au 31/12/2000*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	49 484	649 193	65 783	724 889
De 1 mois à 3 mois	55 795	34 676	13 864	32 734
De 3 mois à 6 mois	135 783	75 533	156 964	109 505
De 6 mois à 2 ans	6 913	16 176	63 750	66 324
De 2 ans à 5 ans	6 115	501	9 768	639
Plus de 5 ans	27 378	1 564	32 343	1 647
Créances en souffrance	82		5 045	
Total	281 549	777 642	347 517	935 738

Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/1999*		Au 31/12/2000*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	45 427	334 373	56 717	425 624
Entreprises privées	236 046	334 105	284 245	407 414
Sociétés d'état et établissements publics	76	96 595	6 556	84 641
Etat et organismes assimilés		12 569		18 058
Total	281 549	777 642	347 517	935 738

Détails des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/1999*	Au 31/12/2000*
--------	----------------	----------------

Créances douteuses	189	6 379
Provisions pour dépréciation	(107)	(1 334)
Créances douteuses nettes	82	5 045

Immobilisations financières

Participations	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	Brut	Net		
Dans les banques et établissements financiers				
Fonds				
Sous total				
Dans les autres sociétés				
Sous total				
Total participations				

Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/1999*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2000*
Immobilisations brutes	7 779	766		8 545
Amortissements cumulés	(94)	(1 327)		(1 421)
Total net	7 685	(561)		7 124

Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/1999*	Augmen- tations*	Diminu- tions*	Au 31/12/2000*
Immobilisations brutes	28 683	22 482		51 165
• Immobilisations en cours	192	7 412		7 604
• Immobilisations d'exploitation	28 491	15 070		43 561
• Immobilisations hors exploitation				
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Amortissements	(1 038)	(8 121)		(9 159)
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	(1 038)	(8 121)		(9 159)
• Immobilisations hors exploitation				
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Total net	27 645	14 361		42 006

Autres Actifs/Passifs

Autres actifs

Nature	1999*	2000*
Débiteurs divers	2 408	66
Valeurs non imputées	9 561	8 393
Valeurs à l'encaissement	48 185	45 287
Valeurs à rejeter en compensation	4 194	2 375

Dépôts et cautionnement	48	113
Stocks et emplois divers	4 058	4 964
Créances rattachées	518	649
Total	68 973	61 848

Autres passifs

Nature	1999*	2000*
Dettes fiscales	4 666	7 366
Dettes sociales	354	259
Créditeurs divers	7 888	10 612
Dettes rattachées	17 528	16 776
Divers		7 670
Total	30 437	42 683

Comptes d'ordre et divers

Actif

Comptes d'ordre et divers actif	1999*	2000*
Charges comptabilisées d'avance	98 266	95 464
Produits à recevoir	159	14
Divers	3 979	4 629
Total	102 404	100 107

Passif

Comptes d'ordre et divers passif	1999*	2000*
Charges à payer	10 433	4 051
Produits percus d'avance	3 356	2 388
Divers	53 776	55 574
Total	67 565	62 012

Provisions pour risques et charges

Nature	Dotations	Reprises	Au 31/12/2000*
Charges de retraite	1 442		1 442
Engagements par signature			
Pertes et charges	433	(37)	396
Total	1 875	(37)	1 837

Capitaux propres

Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/1999*	Affectation resultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2000*
F.R.B.G.				
Primes liées au capital				
Réserve légale		494		494
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Capital social	40 000			40 000

Report à nouveau		2 801		2 801
Résultat 1999	3 295	(3 295)		
Résultat 2000				9 971
Total	43 295			53 267

Le fonds pour risques bancaires généraux

Informations sur le capital

Le capital social de la BANK OF AFRICA-MADAGASCAR de 40 000 000 000 FMG, soit 400 000 actions de 100 000 FMG chacune, se répartit comme suit :

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	34,6%
Actionnaires privés nationaux	26,3%
Institutions Internationales	24%
Etat Malgaches	15%
Autres	0,1%

Engagements hors bilan

Nature	1999*	2000*	Variation
Engagements donnés			
• Engagements de financement	117 915	130 445	12 530
• Engagements de garantie			
• Engagements sur titres	25 800	84 389	58 589
Engagements reçus			
• Engagements de financement			
• Engagements de garantie	5 146	5 146	
• Engagements sur titres			

Observations sur le compte de résultat

Intérêts et produits assimilés

Nature	1999*	2000*
Sur créances interbancaires	3 244	21 966
• A vue	1 148	21 966
• A terme	2 096	
Sur créances de la clientèle	8 425	50 967
• Créances commerciales	5 188	7 230
• Autres crédits à court terme	1 274	30 219
• Comptes ordinaires débiteurs	1 565	10 171
• Crédits à moyen terme	177	1 325
Crédits à long terme	221	2 021
Total	11 669	72 933

Intérêts et charges assimilées

Nature	1999*	2000*
Sur dettes interbancaires	100	206
• A vue	45	206

• A terme	55	
Sur dettes à l'égard de la clientèle	2 769	20 567
• A vue	696	5 010
• A terme	2 073	15 557
Total	2 869	20 773

Commissions

Nature	1999*	2000*
Commissions perçues (produits)	512	3 478
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	1	17
• Sur opérations avec la clientèle	510	3 462
Commissions versées (charges)	94	595
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	94	595
• Sur opérations avec la clientèle		

Frais généraux d'exploitation

Frais de personnel

Nature	1999*	2000*
Salaires et traitements	2 244	13 948
Charges sociales	2 374	14 477
Total	4 618	28 425

Autres frais généraux

Nature	1999*	2000*
Impôts, taxes et versements assimilés	48	1 785
Redevance de crédit bail		
Loyers	277	1 300
Carburant, entretien et réparations	283	1 438
Primes d'assurance	106	1 181
Intermédiaires et honoraires	542	4 415
Publicité, publications et relations publiques	106	541
Déplacements missions et réceptions	895	4 412
Frais postaux et frais de télécommunications	913	4 634
Achats non stockés de matières et fournitures	712	4 562
Jetons de présence		
Moins values de cessions		
Autres frais généraux	1 095	7 946
Total	4 977	32 213

Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	1999*	2000*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	1 168	10 491
• Des immobilisations hors exploitation		
Reprises		
Total	1 168	10 491

Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	1999*	2000*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	107	2 149
Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges	58	364
Pertes sur créances irrécouvrables		
Reprises de provisions sur créances en souffrance		(961)
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		
Reprises de provisions pour risques et charges		
Récuperations sur créances amorties		
Total	165	1 552

Autres informations

Effectifs moyens

Catégories	1999	2000
Cadres expatriés	6	6
Cadres locaux	224	223
Gradés	265	255
Employés	344	338
Personnel non bancaire	120	114
Total	959	936

Contrevaleur des comptes en devises

Nature	1999*	2000*
Actif		
Opérations de trésorerie	63 785	125 862
• Billets et monnaies	9 475	6 438
• Correspondants bancaires	54 310	119 424
Valeurs à l'encaissement et divers	16 266	27 065
Passif		
Opérations de trésorerie	1	25 488
• Correspondants bancaires	1	1 893
• Refinancements		8 592
• Autres sommes dues		15 003
Opérations avec la clientèle	74 730	110 167
• Comptes ordinaires	74 730	110 167

Affectation des résultats de l'exercice 2004

Nature	1999*	2000*
Résultat net de l'exercice	3 295	9 971
Réserve légale	494	1 496
Dividende		4 800
Réserve facultative		4 800
Report à nouveau	2 801	1 677

Résultats des deux derniers exercices

BANK OF AFRICA - MADAGASCAR

Rapport annuel - Exercice 2000

Nature	1999	2000
Capital en fin d'exercice		
• Capital social*	40 000	40 000
• Nombre des actions ordinaires existantes	400 000	400 000
Opérations et résultats de l'exercice*		
• Chiffre d'affaires	21 110	122 729
• Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	5 362	24 304
• Impôt sur les bénéfices	733	2 289
• Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	3 295	9 971
Résultat par action (en FMG)		
• Après impôts, avant amortissements et provisions	11 573	55 038
• Après impôts, amortissements et provisions	8 238	24 928
Personnel		
• Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	1 424	1 104
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	2 244	13 948
• Sommes versées au titre des avantages sociaux*	2 374	14 477

* En millions de FMG